

# Document

## Policiers et gendarmes ont des quotas de PV à remplir. (26.03)

### **Liberation.fr – 25.03.09**

Deux notes de service interne à la police prouvent l'existence de quotas. Au gouvernement, on préfère le terme d'«indicateurs d'activité chiffrés», mais on ne se montre pas choqué par cette pratique «si elle faite avec discernement».

On s'en doutait, c'est désormais une certitude. Policiers et gendarmes subissent des pressions de leur hiérarchie pour verbaliser les automobilistes à tire-larigot. Le magazine Auto Plus en apporte aujourd'hui la preuve, en publiant deux notes de service pour le moins explicites.

L'un des documents (à télécharger ici au format PDF) concerne la ville de Châlons-en-Champagne, dans la Marne, et date du 15 janvier 2009. On lit d'entrée : *«Vu les nécessités de décliner notamment des objectifs chiffrés en matière d'activité de voie publique et vu l'analyse des résultats obtenus en 2008, la présente note a pour objet de fixer les objectifs à atteindre en 2009 pour les brigades et unités spécialisées composant l'unité de sécurité de proximité».*

### **230 amendes, 65 interpellations...**

S'ensuit un énoncé hyper précis et détaillé des quotas à réaliser, infraction par infraction. Exemple : *«Au cours de l'année 2009, chaque brigade de roulement de jour devra réaliser a minima les objectifs suivants: procéder à 65 interpellations, hors IPM (ivresse publique manifeste, NDLR) et délits routiers. Constaté 24 autres délits routiers (défaut de permis ou d'assurance, refus d'obtempérer...), établir 230 T.A. (timbre-amende, NDLR) pour des infractions au Code de la route hors stationnement (non présentation des pièces administratives, non respect de la signalisation routière, défauts d'équipements...)»* Il serait trop long de tout énumérer tellement la liste est détaillée.

A noter aussi : les objectifs fixés en matière de sécurité routière sont encore plus élevés pour la brigade de roulement de nuit, du simple au double par rapport à l'équipe de jour: *«400 timbres-amendes pour les infractions type non respect de la signalisation, 150 pour les infractions relatives à un comportement dangereux, comme le non port de la ceinture ou l'usage du téléphone au volant»*, pour reprendre l'exemple de Châlons-en-Champagne.

### **Des précédents**

Cette note de service est-elle un cas isolé, dû à un fonctionnaire particulièrement zélé ? Ou bien une pratique devenue monnaie courante dans les services de police ? Yannick Danio, porte-parole du syndicat Unsa police-le syndicat unique, n'est pas du tout surpris par cette note : *«Ce n'est pas la première du genre. Des exemples de notes de service de ce type, on en a plein ! Pour ne citer que les cas les plus récents : Agen et Marseille.»*

Et d'enchaîner, remonté comme une pendule : *«A partir du moment où on fait entrer une logique de rendement dans la police et la gendarmerie... Faut pas s'étonner d'avoir des dérapages de ce genre et des conséquences qui vont avec».* Il insiste notamment sur la fatigue morale des agents de police, obligés de faire des heures sup pour remplir les objectifs. Ou encore, du fossé qui se creuse entre les policiers et la population. *«C'est inévitable quand on privilégie comme aujourd'hui, la répression à la prévention...»*

### **Pas un problème pour le gouvernement**

Gérard Gachet, porte-parole du ministère de l'Intérieur, ne voit pas franchement où est le problème, *«dans la mesure où ces indicateurs d'activité sont décidés localement et avec bon sens».* Il l'assure: *«Il n'y a pas de*

*politique de quota au niveau national. La seule exigence de la ministre Alliot-Marie: baisser de 7% le nombre de tués sur les routes, pour passer sous la barre des 4000 morts par an.»*

Quant à Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint du syndicat de policiers Alliance, il condamne fermement cette pratique, due «à une poignée de fonctionnaires de police zélés.» Mais le plus grave dans cette histoire, selon lui, c'est qu'«avec ces quotas, on empêche l'agent de police de faire preuve de discernement. Lui seul doit savoir sur le terrain quand il doit sanctionner»

«Cela dit, ajoute-t-il, si un agent chargé de la circulation revient de sa journée de travail sans avoir mis une seule contravention, y a un problème. C'est comme tout, il faut un juste milieu.»